

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2216

[C — 2004/29201]

12 MAI 2004. — Décret fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'organisation d'activités sportives de quartier (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le sport de quartier se définit comme un ensemble d'activités sportives qui exigent un effort physique, organisées par une structure locale au profit des habitants d'un quartier urbain ou rural. Il peut s'agir de l'organisation soit de plusieurs activités sur un même site soit d'une même activité sur plusieurs sites, soit encore d'une seule activité sur un seul site.

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement peut accorder des subventions pour encourager la réalisation d'activités sportives de quartier, ci-après dénommées « programmes d'animation ».

Art. 3. Peuvent bénéficier des subventions :

- 1° les administrations communales;
- 2° les centres publics d'action sociale;
- 3° les centres sportifs locaux et les centres sportifs locaux intégrés reconnus par le décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés;
- 4° les maisons de jeunes reconnues visées à la sous-section 1 du chapitre 1^{er} du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'informations des jeunes et leurs fédérations;
- 5° les organisations de jeunesse reconnues dans le cadre du décret du 20 juin 1980 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des organisations de jeunesse;
- 6° les associations reconnues dans le cadre du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;
- 7° les associations ayant pour objet la promotion du sport ou l'animation des quartiers dont la réalité de leurs activités est attestée par la commune sur le territoire de laquelle les activités sont organisées;
- 8° les plaines de vacances agréées visées à l'article 2, 1°, du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances;
- 9° les services d'aide en milieu ouvert agréés dans le cadre du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

En ce qui concerne les institutions visées aux points 1° et 2° ci-dessus situées sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, les informations relatives aux programmes d'animation sont prioritairement données en langue française.

Art. 4. Les clubs sportifs affiliés à une fédération sportive peuvent bénéficier des subventions à condition que les programmes d'animation visent un public autre que leurs membres affiliés.

Art. 5. Les programmes d'animation qui peuvent être subventionnés se répartissent en 3 catégories :

- 1° activités se déroulant toute l'année de manière hebdomadaire avec un minimum de 40 semaines à raison d'au moins une séance hebdomadaire d'une durée minimum de trois heures;
- 2° activités ponctuelles d'une durée de cinq jours ouvrables consécutifs au moins (en dehors des vacances scolaires) et d'une durée minimum de trois heures par séance journalière;
- 3° activités se déroulant durant les vacances scolaires d'été, de Noël, de Pâques, de Toussaint et/ou de Carnaval et d'une durée de cinq jours au moins et d'une durée minimum de trois heures par séance journalière.

Art. 6. Pour bénéficier d'une subvention, les programmes d'animation doivent être encadrés par un cadre global de personnel répondant aux conditions minimales suivantes :

Pour les programmes d'animation visés à l'article 5, 1° :

- 1° Une personne
 - a) soit licenciée en éducation physique, agrégée de l'enseignement secondaire supérieur en éducation physique;
 - b) soit agrégée de l'enseignement secondaire inférieur en éducation physique;
 - c) soit titulaire d'un brevet de cadre sportif visé au chapitre VI du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française.
- 2° et deux personnes :
 - a) soit titulaires d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur ou technique secondaire dans le domaine de l'éducation physique;
 - b) soit titulaires d'un brevet d'animateur de centres de vacances, visé à l'article 5, § 1^{er}, du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances;
 - c) soit pouvant attester d'une expérience utile d'au moins cinq années dans la pratique de l'encadrement sportif.

Pour les programmes d'animation visés à l'article 5, 2° : 2 personnes au moins titulaires d'un des titres visés au point 1° et 2° ci-dessus.

Pour les programmes d'animation visés à l'article 5, 3° : 1 personne titulaire d'au moins un des titres visés au point 1° et 2° ci-dessus.

Le Gouvernement fixe le nombre minimum de participants inscrits à un programme d'animation et, il détermine l'encadrement minimal durant chaque séance en tenant compte du nombre de participants.

L'encadrement dont il est question dans le présent article peut être assuré soit par des personnes sous contrat d'emploi ou sous statut ainsi que par des bénévoles.

Art. 7. La subvention couvre les frais d'organisation, d'information, de matériel, d'encadrement et de déplacement induits par un programme d'animation.

Art. 8. Le montant forfaitaire de la subvention est fixé comme suit :

- Pour les programmes d'animation visés à l'article 5, 1° : 3 750 euros.
- Pour les programmes d'animation visés à l'article 5, 2° : 300 euros par programme d'animation de 5 jours au moins d'activités avec un plafond annuel de 3 000 euros.
- Pour les programmes d'animation visés à l'article 5, 3° : 300 euros par programme d'animation de 5 jours avec un plafond annuel de 1 500 euros.

Ces montants sont adaptés chaque année le 1^{er} janvier dans la même proportion que l'évolution de l'indice des prix à la consommation, entre le mois de janvier de l'année en cours et le mois de janvier 2005.

Art. 9. La demande de subvention est introduite auprès du service désigné par le Gouvernement au moins un mois avant la date du début du programme d'animation au moyen d'un formulaire délivré par celui-ci.

Sont joints à cette demande :

- 1° une présentation du programme d'animation;
- 2° un programme détaillé et l'horaire des activités;
- 3° la liste des personnes constituant l'encadrement pédagogique du programme d'animation ainsi que les attestations relatives à leurs qualifications;
- 4° les normes d'encadrement;
- 5° l'indication du lieu où se dérouleront les activités;
- 6° le plan de promotion;
- 7° un projet de budget des recettes et dépenses.

Art. 10. Le service accuse réception de la demande et de sa conformité dans les 15 jours. Il informe le demandeur au moins 1 mois avant le début du programme d'animation, de l'acceptation ou du refus de son dossier.

En cas de refus, le demandeur peut introduire un recours auprès du Gouvernement, lequel tranche définitivement sur la demande de subvention.

Art. 11. Tous les éléments de nature à permettre la vérification des qualifications et titres du personnel d'encadrement visés à l'article 6, ainsi que les pièces justificatives des dépenses et des recettes, doivent être tenus à la disposition des fonctionnaires chargés de l'inspection du programme d'animation considéré.

La subvention est liquidée après vérification des pièces justificatives.

Art. 12. Sont exclues du champ d'application du présent décret les organisations bénéficiant, pour le même objet, de subventions accordées par la Communauté française dans le cadre d'autres législations ou réglementations sportives.

Art. 13. Le Gouvernement établit tous les trois ans un rapport d'évaluation de l'application du présent décret qu'il soumet à l'avis du Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein Air et communique au Conseil de la Communauté française.

Art. 14. Chaque année, le Gouvernement informe le Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein Air des programmes d'animation subventionnés et des programmes d'animation non subventionnés, en précisant, pour les premiers, les montants financiers accordés.

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Notes

(1) *Sessions 2003-2004.*

Documents du Conseil. – Projet de décret, n° 523-1. – Amendements de commissions, n° 523-2. — Rapport, n° 523-3.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 5 mai 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2216

[C — 2004/29201]

12 MEI 2004. — Decreet ter bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de organisatie van sportactiviteiten in de wijk (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Sport in de wijk wordt gedefinieerd als een geheel aan sportieve activiteiten die een fysieke inspanning vereisen, georganiseerd door een plaatselijke structuur ten gunste van de inwoners van een stedelijke of landelijke wijk. Het kan gaan om de organisatie van ofwel meerdere activiteiten op één site, ofwel één activiteit op meerdere sites of over één activiteit op één site.

Art. 2. De Regering kan subsidies toekennen om de realisatie van sportactiviteiten in de wijk, hieronder animatieprogramma's genoemd, aan te moedigen, binnen de beperking van de budgettaire kredieten.

Art. 3. Komen in aanmerking voor deze subsidies :

1° de gemeentelijke overheden;

2° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

3° plaatselijke sportcentra en geïntegreerde plaatselijke sportcentra erkend door het decreet van 27 februari 2003 houdende de erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra;

4° erkende jeugdhuizen bedoeld in subafdeling 1 van hoofdstuk 1 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van informatiecentra voor jongeren en hun federaties;

5° de jeugdorganisaties erkend in het kader van het decreet van 20 juni 1980 houdende vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en toekenning van toelagen aan de jeugdorganisaties;

6° de verenigingen erkend in het kader van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

7° de verenigingen met als doel de promotie van sport of wijkanimatie, waarvan de realiteit van hun activiteiten wordt bewezen door de gemeente op wiens grondgebied de activiteiten worden georganiseerd;

8° de erkende vakantiepleinen bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra;

9° de diensten voor hulpverlening in open milieu erkend in het kader van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Voor de instellingen bedoeld in punten 1° en 2° hierboven, gevestigd op het grondgebied van het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt de informatie over de animatieprogramma's in de eerste plaats in het Frans verschaft.

Art. 4. Sportclubs die lid zijn van een sportfederatie kunnen subsidies krijgen op voorwaarde dat de animatieprogramma's gericht zijn op een ander publiek dan de leden van de club.

Art. 5. De animatieprogramma's die kunnen worden gesubsidieerd, kunnen in 3 categorieën worden opgedeeld :

1° activiteiten die heel het jaar door wekelijks lopen, met een minimum van 40 weken, op basis van minstens één wekelijkse sessie met een minimumduur van drie uur;

2° gerichte activiteiten met een duur van minstens vijf opeenvolgende werkdagen (buiten de schoolvakanties) en een minimumduur van drie uur per dagelijkse sessie;

3° activiteiten die zich afspelen tijdens de zomervakantie, het kerstverlof, het paasverlof, het allerheiligen- en/of carnavalverlof, met een duur van minstens vijf dagen en een minimumduur van drie uur per dagelijkse sessie.

Art. 6. Om te genieten van een subsidie moeten de animatieprogramma's worden geleid door een globaal kader van personeel dat beantwoordt aan de volgende minimale voorwaarden :

Voor de animatieprogramma's bedoeld in artikel 5, 1° :

1° Eén persoon

a) ofwel licentiaat lichamelijke opvoeding, geaggregeerde lichamelijke opvoeding voor het hoger secundair onderwijs;

b) ofwel geaggregeerde lichamelijke opvoeding voor het lager secundair onderwijs;

c) ofwel houder van een brevet van sportfunctionaris bedoeld in hoofdstuk VI van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap.

2° en twee personen :

a) ofwel houders van een getuigschrift van hoger secundair of technisch secundair onderwijs binnen het domein van de lichamelijke opvoeding;

b) ofwel houders van een brevet van animator voor vakantiecentra, bedoeld in artikel 5, § 1, van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra;

c) ofwel die het bewijs kunnen leveren van een nuttige ervaring van minstens vijf jaar in de praktijk van de sportieve begeleiding.

Voor de animatieprogramma's bedoeld in artikel 5, 2° : 2 personen die minstens houder zijn van een van de titels bedoeld in punten 1° en 2° hierboven.

Voor de animatieprogramma's bedoeld in artikel 5, 3° : 1 persoon die houder is van minstens één van de titels bedoeld in punten 1° en 2° hierboven.

De Regering bepaalt het minimumaantal deelnemers dat zich moet inschrijven voor een animatieprogramma en bepaalt de minimale begeleiding tijdens elke sessie, rekening houdend met het aantal deelnemers.

De begeleiding waarvan sprake is in dit artikel kan worden verzekerd ofwel door personen met een werknemersovereenkomst of met een statuut, of door vrijwilligers.

Art. 7. De subsidie dekt de kosten voor de organisatie, de informatie, het materiaal, de begeleiding en de verplaatsingen teweegebracht door een animatieprogramma.

Art. 8. Het forfaitaire bedrag van de subsidie wordt als volgt bepaald :

Voor de animatieprogramma's bedoeld in artikel 5, 1° : 3750 EUR.

Voor de animatieprogramma's bedoeld in artikel 5, 2° : 300 EUR per animatieprogramma van minstens 5 activiteitendagen met een jaarlijks plafond van 3000 EUR.

Voor de animatieprogramma's bedoeld in artikel 5, 3° : 300 EUR per animatieprogramma van 5 dagen met een jaarlijks plafond van 1500 EUR.

Deze bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast in dezelfde proportie als de evolutie van de index van de consumptieprijzen tussen de maand januari van het lopende jaar en de maand januari 2005.

Art. 9. De subsidieaanvraag wordt ingediend bij de dienst aangeduid door de Regering, ten minste een maand vóór de datum van de start van het animatieprogramma middels een formulier door deze dienst afgeleverd.

Bij deze aanvraag worden gevoegd :

- 1° een voorstelling van het animatieprogramma;
- 2° een gedetailleerd programma en het uurrooster van de activiteiten;
- 3° de lijst met personen die instaan voor de pedagogische begeleiding van het animatieprogramma, alsook de bewijzen betreffende hun kwalificaties;
- 4° de normen voor de begeleiding;
- 5° aangeving van de plaats waar de activiteiten zullen plaatsvinden;
- 6° het promotieplan;
- 7° een ontwerpbudget van de ontvangsten en uitgaven.

Art. 10. De dienst bevestigt de ontvangst van de aanvraag en van haar conformiteit binnen de 15 dagen. Hij brengt de aanvrager minstens 1 maand vóór het van start gaan van het animatieprogramma op de hoogte van de aanvaarding of weigering van zijn dossier.

In geval van een weigering kan de aanvrager beroep indienen bij de Regering, die dan definitief zal beslissen over de subsidieaanvraag.

Art. 11. Alle elementen die de controle van de kwalificaties en titels van het begeleidend personeel bedoeld in artikel 6 kunnen toelaten, alsook de bewijsstukken voor uitgaven en ontvangsten, moeten ter beschikking worden gehouden van de ambtenaren belast met de inspectie van het betrokken animatieprogramma.

De subsidie wordt geliquideerd na de controle van de bewijsstukken.

Art. 12. Organisaties die voor hetzelfde doel subsidies krijgen van de Franse Gemeenschap in het kader van andere wetgeving of sportieve reglementen, zijn uitgesloten van het toepassingsveld van dit decreet.

Art. 13. De Regering stelt om de drie jaar een evaluatieverslag op over de toepassing van dit decreet en legt het voor aan de mening van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens en deelt het mee aan de Raad van de Franse Gemeenschap.

Art. 14. Elk jaar licht de Regering de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens in over de gesubsidieerde animatieprogramma's en de niet-gesubsidieerde animatieprogramma's, met voor de eerstgenoemde de vermelding van het toegekende bedrag.

Art. 15. Dit decreet gaat van kracht op 1 januari 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota's

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 523-1. — Commissie-amendementen, nr. 523-2. — Verslag, nr. 523-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 5 mei 2004.